Document generated on 10/12/2024 3:26 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Commentaires sur le rôle des experts

Jean-Claude Rivest

Volume 19, Number 1, Fall 2010

Les partis politiques en crise

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1056018ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1056018ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Rivest, J.-C. (2010). Commentaires sur le rôle des experts. *Bulletin d'histoire politique*, *19*(1), 97–100. https://doi.org/10.7202/1056018ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Commentaires sur le rôle des experts

Jean-Claude Rivest
Sénateur

D'abord, c'est avec plaisir que je reviens dans cette maison Duvernay qui était, comme on le sait, l'ancien Club de réforme. En entrant je me rappelais une de mes premières activités, ici, comme jeune étudiant en maîtrise à la Faculté de droit. À l'époque, je travaillais avec Paul Gérin-Lajoie à la rédaction du rapport sur le statut particulier du Québec, et dans cette salle, il y a eu un phénomène qui a eu son importance dans l'histoire politique du Québec, dans la mesure où, René Lévesque ayant quitté en 1967, M. Lesage avait fait une déclaration que j'avais trouvée, à l'époque, très malheureuse et qui l'était probablement. Il avait dit : « Le Parti libéral du Québec garde comme position constitutionnelle le statut particulier, mais on en oublie le nom ». En fait, on a oublié la chose également.

Guy Lachapelle a énuméré un certain nombre d'experts. Il y en a un autre dont je veux parler, ce sont les agents de communication, les sondages, les opérations de marketing, etc., et ça, effectivement, c'est un phénomène qui est intéressant et qui est probablement important, surtout dans le paysage actuel, pour expliquer le scepticisme profond que je ressens, et cette espèce de morosité aussi qui a gagné le Québec depuis, je dirais, l'après-référendum de 1995 qui pèse sur la vie politique en général et sur l'action politique. Cela m'apparaît assez troublant, parce que ça fait quand même 10, 15 ans, et on ne semble pas s'en remettre. Je trouve que ça manque de vision, de perspective, et là, vraiment, on aurait peut-être besoin d'experts pour donner un nouveau souffle !

À la dernière campagne électorale, j'ai été frappé par l'influence des experts en communication. On a noté non sans raison une immense proximité entre la démarche politique et gouvernementale du Parti québécois et celle du Parti libéral du Québec, les propositions étant pratiquement interchangeables. Et sans doute que les partis, qui utilisent beaucoup, aujourd'hui, les sondages… mais je ne pense pas qu'ils aient une grande importance, ce sont plutôt les *focus groups*, qui servent à l'élaboration des

positionnements politiques. J'écoutais, soit M. Charest ou Mme Marois, et j'avais l'impression qu'ils avaient les mêmes experts, entre guillemets, comme conseil, et qu'ils faisaient une espèce de traduction un peu mécanique de la chose. Les connaissant l'une et l'autre, il est possible qu'ils aient cédé à la tentation.

Une telle approche est très réductrice de ce qu'est que la véritable action politique, le véritable engagement politique, ce gommage des différences est une des causes de la crise que vivent les partis politiques actuellement au Québec.

Les memberships sont moribonds. On gonfle artificiellement le nombre de membres au moment de convention dans une circonscription ou lors des conventions au leadership. Le meilleur exemple, c'est le Parti québécois qui a été un parti de militants, de gens absolument convaincus. Quand André Boisclair a fait la campagne au leadership, le membership est monté d'une façon absolument considérable avec des gens qui sont probablement partis après. C'était incroyable que le Parti québécois en soit arrivé là.

Également, il y a un vide sur le plan des idées, quand on a connu la période antérieure bien sûr celle des années 1960 et 1970. On disait que le Parti québécois était le parti d'idées au Québec. Mais ce parti n'a pas tenu de congrès plénier pour définir son programme depuis quatre ou cinq ans. C'est énorme. Donc, qui mène et qui dirige ce parti ? Le Parti québécois, pour prendre cet exemple-là, était un parti de militants qui dans les associations de comté, dans les congrès régionaux et les conseils nationaux définissaient au fond le programme et la plate-forme du Parti québécois qui était bien sûr accessible et disponible aux membres et au public en général, et qui s'est traduit par tellement de choses bénéfiques pour le Québec. Cela s'est complètement anémié, on n'a plus du tout cette contribution-là de la base militante au débat des idées Et ça, ça m'inquiète.

Dans la conjoncture actuelle, cela veut dire que les définisseurs de situation, ce sont les experts, que ce soient les trois types d'expert qu'a mentionnés Guy ou les experts des communications. Et, après ça, on s'étonne non sans raison, puis on s'inquiète aussi qu'il y ait actuellement, dans la population, une certaine désaffection face à la vie et à l'action politique. J'ai parlé du Parti québécois, mais c'est également vrai du Parti libéral du Québec.

Il y a deux ou trois facteurs qui m'inquiètent énormément dans la conjoncture politique actuelle et qui donnent aux experts une place qui risque d'être de plus en plus démesurée. Le premier bien sûr, au Québec, on a eu des facteurs mobilisants, structurants extrêmement forts autour des options sur le statut politique du Québec. On était libéral parce qu'on était fédéraliste, on était Parti québécois parce qu'on était souverainiste, et l'un et l'autre parti structuraient toute leur action politique, leur projet

politique, leur vision, pour servir la cause soit de la souveraineté ou la cause de l'option fédérale. Et quand, après 1995, ce débat-là est disparu, la société, et les partis politiques ont dû en quelque sorte réapprendre à se passionner autant qu'on l'était pour l'enjeu constitutionnel pour les questions d'éducation, de santé et d'économie, et ce n'était pas évident. Donc, il y a eu un affaissement en quelque sorte du militantisme, et, à ce moment-là, les techniciens ont pris le relais, parce qu'il fallait bien faire un programme, prendre des engagements électoraux. Mais il n'y avait plus cette conviction et cette âme, ce supplément d'âme, comme le disait un philosophe, qu'on avait dans la période où on a vécu cette antinomie entre les options constitutionnelles.

La deuxième chose qui m'apparaît très évidente – et on le voit nettement dans l'opinion publique, et c'est très difficile pour les partis politiques et les experts – c'est le phénomène de la mondialisation. On dirait que l'électorat a acquis la conviction que son gouvernement, qu'il choisit et qu'il élit, à l'exception bien sûr des questions du statut politique, n'a plus les moyens d'être à la hauteur de son discours. Prenez par exemple, au Québec, on a eu un débat formidable sur le contrôle de la dette ; ce que Lucien Bouchard a fait, ce que l'ADQ a apporté, ce que le Parti libéral a fait soit le Fonds des générations, tout cela saute avec l'arrivée d'une crise économique internationale. Alors, l'électeur se dit : Pourquoi voter ? Qu'est-ce que ça me donne ? On pourrait donner mille et un exemples. Il y a un scepticisme qui s'est installé. Alors, les gens se désengagent, on le voit dans tous les partis politiques, à l'égard même de la vie politique en général.

La troisième chose différente par rapport à ce qu'on a connu dans le passé, c'est que les systèmes en place sont extrêmement difficiles à bouger, par rapport à la grande époque, enfin celle de ma génération, de M. Lesage, de Bourassa, de René Lévesque. Prenez par exemple Robert Bourassa et l'assurance-maladie. Il avait fait un discours en disant : Il faut éliminer la barrière de l'argent pour l'accès à la santé. Il est élu. Deux ans après, le monde avait sa carte-soleil. Aujourd'hui, on est en face d'un problème de santé, on a des gens compétents et dévoués comme Couillard, etc. Quelle est la réalisation ? Donc, les gens se désengagent. Alors, ça prend aussi des experts. On le voit. Comment trouver un discours politique qui ait une envergure, qui ait une profondeur, qui soit un stimuli pour amener les gens à se mobiliser ? Moi, je pense que c'est très important. Et ça risque toujours de donner la place aux techniciens, une place probablement trop grande.

En conclusion je dirai peut-être le contraire de tout ce que je viens de dire. Au fond, les progrès qu'on a acquis dans le passé ont quand même démocratisé, diffusé le pouvoir, on a sorti le pouvoir de changement social des partis. Moi pour un, quand René Lévesque était ministre des Affaires

sociales, ou quelqu'un par exemple comme Mme Thérèse Lavoie-Roux qui parlait des questions sociales, je la croyais. Aujourd'hui, c'est drôle, mais pour les changements sociaux, je crois plus le Dr Julien que le ministre des Affaires sociales.

Alors, pourquoi, moi, comme citoyen, je m'engagerais dans mon association de comté, pourquoi j'irais au congrès national pour faire adopter des résolutions, quand je sais qu'en bout de ligne ce sont des techniciens qui vont décider ?

Je crains que les experts, de mon style bien sûr, les experts du monde intellectuel, mais surtout les experts des sondages, du marketing, de l'immédiat, soient les agents déterminants de la vie politique. Je termine en disant tout le contraire de ce que je viens de vous dire, mais, quand Obama arrive, les gens participent. En France, au deuxième tour des élections présidentielles, il y avait quand même une participation de 87 %. Alors, moi, je souhaite au Québec qu'il nous arrive des maires comme Labeaume de Québec, et qu'ils donnent un peu de stimuli. C'est peut-être la seule façon de corriger cette vision pessimiste que j'ai.